

Une Gauche multi-cartes

➤ Intervention de Gérard CHAUSSET - Conseil de décembre 2006

- ⇒ **Le vote d'un budget est un exercice à plusieurs entrées.**
 - C'est d'abord la réponse à une question posée : y a-t-il dans ce budget des éléments qui, par rapport à l'année dernière, vont dans le bon sens : le sens de la solidarité, celui de l'écologie, celui de la rectitude et de la probité ?
 - Le vote du budget c'est également la marque d'une solidarité politique.

- ⇒ **La caractéristique de notre établissement, c'est la multiplication des clivages politiques.**

Le **clivage traditionnel droite/gauche** est sans doute celui qui a le plus souffert dans notre collectivité, la cogestion étant la concrétisation des intérêts croisés des communes. Ce clivage a cependant nettement évolué, notamment avec les efforts en matière de logement social.

Le **clivage en matière de politique environnementale** a souvent été, lui aussi, un peu absent. Nous notons, avec satisfaction, des progrès notables et un chemin parcouru dans ce domaine, même s'ils sont toujours insuffisants.

En tant qu'écologistes, nous avons fait le choix « de mettre les mains dans le cambouis », comme on dit vulgairement, et nous mesurons depuis 5 ans combien il est difficile de faire évoluer les mentalités, combien les contraintes sont lourdes et combien les efforts à fournir sont importants pour faire bouger les lignes au-delà du discours. D'ailleurs, nous pensons qu'un écologiste qui se voudrait puriste ne voterait aucun budget des 27 communes ici présentes.

Alors, nous sommes satisfaits des différents engagements qui sont pris, notamment sur le Plan climat.

Le 3^{ème} **clivage concerne le domaine de la transparence et de la bonne gestion, notamment celles des délégations de service public.** C'est un clivage qui apparaît clairement aujourd'hui à la lumière du passé. Nous prenons acte d'une politique nouvelle de la CUB, dans laquelle les Verts prennent toute leur part et apportent des idées, par exemple en ce qui concerne la rupture avec des pratiques anormales sur les DSP : contrats avec Suez (la Lyonnaise et Astria) et BP 3000. Cette rupture engendre des effets positifs pour notre budget, mais également pour l'environnement : en témoigne le respect du SAGE pour l'eau et la baisse des tarifs résidents pour BP 3000. Mais la nouveauté de cette politique c'est bien sûr la reprise en main, le contrôle par les élus de ces politiques de service public. L'intérêt général a été malmené depuis 15 ans. Il est salvateur pour la politique au sens noble du terme que le ménage ait été fait. Les associations ne s'y sont d'ailleurs pas trompées, puisque lors des deux dernières CSCPI, elles ont surtout critiqué le passé et pris acte des décisions récentes.

Enfin, il reste bien sûr le **clivage du territoire** : le clivage peut-être le plus dur à faire évoluer. C'est là qu'une nouvelle forme de solidarité doit s'exercer. Cela passe par le logement, le développement économique solidaire, et nous notons avec satisfaction les mesures de la CUB en faveur de l'économie solidaire.

Ce clivage est d'autant plus problématique qu'il met en concurrence les territoires à l'intérieur de notre communauté, mais également avec les territoires du département ou de la région. Ce clivage est particulièrement prégnant avec les projets d'infrastructures qui nous menacent et pour lequel il nous faudra de nouvelles grilles de lectures qui s'appuient d'abord sur le développement durable et non pas seulement sur le sacro-saint développement économique présumé. C'est assurément un défi pour la prochaine mandature.

Il est toujours possible de se lancer dans des effets de tribune, on peut toujours trouver des éléments pour dénoncer un budget, mais en tant qu'élus écologistes et de gauche, notre responsabilité est de voter ce budget, même si le compte n'y est pas.

Cependant, pour que la gauche multi cartes que nous offrons aujourd'hui soit plus efficace sur son projet, il conviendrait qu'elle y mette plus de pugnacité et d'ambition.

Gérard CHAUSSET

Lundi 25 septembre 2006 | Saint Hermann | actualisé à 08h32

SUDOUEST.COM

II FOOTBALL GIRONDINS / « Libérez-vous, jouez ! »

Découvrir Sud Ouest / Contactez nous / Aide à la navigation



SUD OUEST

L'info

 International
 France
 Economie
 Sport
 Communiqués
 Campus

 Béarn -.Charente -.Charente Maritime -.Dordogne
 Gers -.Gironde -.Landes -.Lot et Garonne -.Pays Basque

Accueil|Gironde|Bordeaux|article |

Grand Jeu de l'Été

Scratch!!

Jouez en ligne

Dossiers

 LGV Bordeaux -
 Irun
 Elections à
 Bordeaux
 Contournement

LOGEMENT SOCIAL. --Les élus communautaires ont voté vendredi matin un nouveau dispositif pour contrebalancer le coût du foncier et de la construction

La CUB en fait encore plus

:B.L.

Football

 Girondins (L1)
 Libourne (L2)

Rugby

 Top 14
 Pro D 2

Couleurs

Sud Ouest

 Agriculture
 Surf
 Toros
 Vin

Bloggs

 BD
 Emploi
 Le Piéton
 Multimédia

Rechercher un livre



Tourisme

 - Oenotourisme
 - Destination
 Pays Basque
 - Envie de partir
 - Escapades en
 Aquitaine

Alain Rousset le voulait et il a obtenu satisfaction. Le Conseil de communauté de vendredi dernier s'est tenu de façon tout à fait normale, sans que l'absence de trente-cinq élus bordelais (ceux qui ont démissionné pour permettre l'élection municipale anticipée) perturbe le déroulement du débat. Le président de la CUB a même sèchement remis à sa place le vice-président Vert Gérard Chausset qui demandait le report de tous les dossiers bordelais et Hugues Martin, quant à lui, a tenu à rassurer le président du groupe communiste, Max Guichard, pour qui « la vie municipale bordelaise tourne au ralenti ». Bref, il n'a pas été question de l'absence des élus bordelais sauf au détour du débat sur le logement social où Michel Duchène, face aux attaques des élus de gauche bordelais a lancé : « Ne profitez pas du fait que nous soyons moins nombreux ! », déclenchant les rires de l'assistance.

Le logement social, justement, a été l'un des plats de résistance de cette séance. Après l'adoption d'un plan d'urgence en mars 2005 et la prise de délégation des aides à la pierre en début d'année, la CUB a adopté vendredi, et à l'unanimité, un nouveau dispositif, qualifié d'innovant par Alain Rousset et Jean Touzeau, vice-président délégué au logement.

L'objectif est de donner le coup de pouce financier décisif aux bailleurs sociaux pour leur permettre de faire face au renchérissement du coût du foncier et à l'augmentation du coût de la construction (+ 11 % entre 2004 et 2005).



Cette année, la CUB prévoit de mobiliser près de 6,7 millions d'euros pour la construction de logements

sociaux

PHOTO THIERRY SUIRE

Opinions

Edits
Forums
Livres

Photos

- Dordogne
- Pays Basque
- La Garonne
- Vues d'hier

S'abonner

Demande de
renseignements

Presse à l'école

Enseignants
Documentalistes

Histoire

Procès Papon

Le dispositif est particulièrement ciblé sur le PLUS (prêt locatif à usage social) qui, selon l'exécutif communautaire, répond le mieux aux besoins des ménages. Dès cette année, la CUB prévoit de mobiliser près de 6,7 millions d'euros contre 550 000 euros l'an dernier, à la condition bien sûr que les communes utilisent ce dispositif pour multiplier les opérations. Adossé à un programme de constructions de 924 logements (854 en PLUS, 70 en PLAI, le prêt locatif aidé d'intégration), le dispositif communautaire représente un effort de 7 200 euros par logement.

Premier orateur à applaudir cette délibération, Alain Anziani, autant comme élu méridional que comme premier secrétaire du PS, façon de bien montrer que, sous la présidence d'Alain Rousset, la CUB a vraiment mis un coup de gouvernail à gauche. Même approbation de la part du communiste Vincent Maurin qui dénonce néanmoins « des blocages municipaux » et n'hésite pas à mettre en cause le maire de Bordeaux. Lequel, appuyé par son adjoint Michel Duchène, réagit vivement et assure que sa ville obéira aux critères réclamés par la CUB. Mais Hugues Martin qui ne veut pas être le bouc émissaire de la matinée, rétorque également que tout ne se fait pas d'un coup de baguette magique.

Rénovation des cimetières. Dans un tout autre domaine, les élus communautaires ont par ailleurs voté une délibération relative aux parcs-cimetières de l'agglomération. Les deux cimetières intercommunaux (Artigues créé en 1977 et Mérignac créé en 1982) seront prochainement saturés. La CUB a donc décidé de faire un effort de densification sur ces deux espaces et d'arrêter l'octroi de concession avec caveaux pour une durée illimitée.

Un nouveau cimetière va par ailleurs être aménagé sur la commune d'Eysines, au lieu-dit Bois-Gramond. Cette opération d'un montant d'1,5 million d'euros, prévoit la création de 767 caveaux, 880 emplacements en pleine terre, un ossuaire, de nombreux caveaux cinéraires, un jardin du souvenir ainsi qu'un bâtiment administratif de plus de 300 m².

Theimer, c'est plus cher. La très controversée colonne Theimer sur la place de la Victoire va finalement coûter plus cher que prévu. L'entreprise BTPS Atlantique qui avait eu en charge les travaux de fondation de l'obélisque pour un montant frôlant les 70 000 euros, a en effet obtenu une réévaluation à la hausse de son travail. L'entreprise réclamait près de 53 000 euros supplémentaires pour divers travaux qui, selon elle, s'étaient rajoutés au cahier des charges initial. Après examen de ces demandes par les services techniques et négociation avec l'entreprise, le supplément a été arrêté à 20 750 euros. L'entreprise a dit oui et Alain Rousset n'a donc plus qu'à signer le chèque.

<< Retour / Imprimer / Envoyer par mail / Haut de page

Aujourd'hui - Région**Le handicap dépassé**

Un nouveau train express régional et le premier car accessible aux handicapés ont été inaugurés à Mont-de-Marsan (40)

Vignes et vins**Les vendanges, sur la route****Media****Le moteur de « Turbo »****Cinéma****L'émigrante partie de Chine****Sortir****Le Portugal invité d'honneur****Agriculture****Idées et débouché filière maïs****Musique****Trois fois Mussa**

Droits de reproduction

Copyright Sud Ouest 2006



CUB. Alain Juppé et Alain Rousset ne se sont pas affrontés directement hier matin en Conseil communautaire.

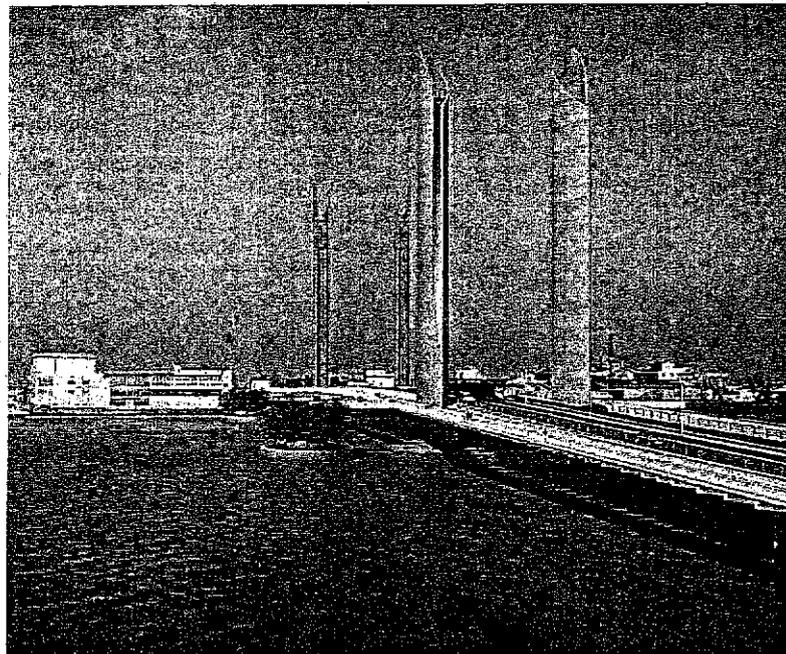
A fleuret peu moucheté

Renon Lasserre

Comme le 27 octobre dernier, Alain Juppé a quitté la séance d'hier du Conseil de communauté urbaine (CUB) avant le coup de gong final déhivré vers 13 h 15 par Alain Rousset. Mais, cette fois, le maire de Bordeaux avait un rendez-vous à l'extérieur. Il est parti sans claquer la porte et sans que le vice-président Vert Gérard Chausset lui ait lancé une petite phrase assassine.

Cela dit, ce dernier — qu'on va finir par surnommer Gérard Lagaffe —, a quand même provoqué une petite suspension de séance, réclamée par le président du groupe PCF Max Guichard. À l'origine de cet incident mineur, une motion contre la réforme de la taxe professionnelle proposée la veille au soir en bureau et que Max Guichard souhaitait voir adoptée à l'unanimité du conseil. « Quand on veut une motion votée par Alain Juppé et ses amis, ça donne forcément un texte édulcoré », lance l'élu Vert à son collègue communiste qui prend la mouche. « Cette fois, je ne m'excuse pas », ajoute Gérard Chausset pendant la suspension et, de fait, nombre d'élus sont venus le voir pour reconnaître que, sur le coup, il n'y avait pas de quoi fouetter un chat, fût-il rouge.

Duchène à la chevrotine. N'empêche, voilà Gérard Chausset désormais auréolé d'une réputation de pyromane de séance. À tel point que, sur le dossier de l'eau, examiné vers 13 heures, Alain Rousset ne lui a pas donné la parole pour répondre au maire de Villenave-d'Ornon, Patrick Pujol, qui souhaitait rappeler que si la CUB et la lyonnaise avaient pu signer un protocole d'accord portant sur 233 millions d'euros, c'était grâce à l'avenant voté en 1997 à son initiative et celle d'Alain Juppé. « C'est faux, c'est faux ! », bouillonne Gérard Chausset à son pûpître et levant le doigt pour rendre hommage à la politique d'Alain Rousset. Manque de chance pour lui, ce dernier, dont on connaît le peu d'appétit pour la polémique, préfère donner acte à Patrick Pujol de cet



Les élus communautaires (sauf les Verts) ont voté en faveur de la signature du marché de construction du futur pont levant Bacalan-Bastide

REPRODUCTION : SUD OUEST

avenant de 1997, tout en n'en pensant pas moins en privé, d'ailleurs.

De la séance d'hier, on retiendra aussi le partage des rôles entre Alain Juppé et l'un de ses principaux lieutenants, Michel Duchène. Le maire de Bordeaux joue la face miel de la tartine et son adjoint à l'urbanisme la face poivre. Sur les orientations générales du budget 2007, Alain Juppé se félicite de constater « la continuité avec ce qui a été entrepris depuis 1995. » Dans la foulée — et alors que le maire de Bordeaux a quitté la séance — Michel Duchène attaque la gestion Rousset à la chevrotine.

« De nombreux maires ne se reconnaissent plus dans le plan prévisionnel d'investissements (PFI) qui devient une machine à exclure », accuse l'élu bordelais qui cite en exemple « les retards pris par certains aménagements bordelais comme les Berges du Lac ou les Bassins à flot.

Et Michel Duchène va plus loin, s'attirant les huées de la gauche, en se demandant « si

l'administration n'est pas un peu dirigée contre nous (le groupe Juppé, NDLR) alors qu'elle nous parlait avant en toute franchise. Peut-être subit-elle des pressions politiques. » Une mise en cause assez peu masquée du directeur général des services, Pierre Langrand, un très proche d'Alain Rousset. Autant dire que le président n'apprécie ni les propos tenus sur son collaborateur ni ceux sur les ZAC. « Sur les Bassins à flot, Bordeaux-Métropole aménagement nous a présenté une note de 74 millions d'euros au lieu des 14 prévus dans le PFI », lance-t-il en affirmant que la ville de Bordeaux récolte à elle seule 45 % des crédits communautaires.

Ponts plus chers. L'autre grenade dégroupillée par Michel Duchène fait suite au débat sur le pont Bacalan-Bastide dont les élus (sauf les Verts) ont voté l'autorisation de signer le marché entre la CUB et GTM. Le chantier du pont levant devrait débuter pendant l'été 2008 pour une mi-

se en service en 2011. Et après qu'Alain Juppé eut consensuellement rappelé, comme Alain Rousset, la nécessité de nouveaux franchissements sur le fleuve, Michel Duchène « cartonne » le président sur les ponts des écluses aux Bassins à flot. « Au lieu d'avoir trois ponts neufs, on aura trois ponts d'occasion remis à neuf sans oublier la dérive financière. »

À la suite des appels d'offre, la CUB doit en effet ajuster à la hausse la rénovation des ponts des écluses pour permettre le passage du tramway. « Malgré cette hausse, nous restons en dessous de 6 millions d'euros alors que le projet voulu par Alain Juppé dépassait les 10 millions », souligne Alain Rousset.

Le maire de Bordeaux n'a pas répondu sur ce point. Il s'est contenté d'interroger son successeur sur le calendrier de rénovation des ponts et sur l'avenir du pont du Pertuis. « Le projet reste flou », a-t-il déclaré. Comparé aux propos de Michel Duchène, c'était presque gentil.

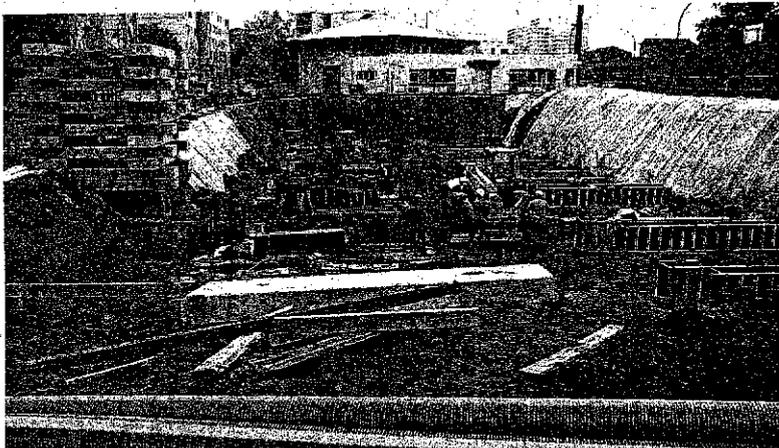


CUB. Les logements sociaux et la taxe professionnelle ont animé, hier, les débats concernant les votes du budget primitif et du plan pluriannuel d'investissements

Sur fond de oui, mais

Marjany Charrreau

Soit 5 h 20 ! C'est la durée du Conseil communautaire tenu hier, avec notamment quatre gros dossiers : eau, LGV, parc BP 3 000 et budget 2007. Ce dernier a quasi ouvert la séance avec une présentation assurée par l'élu PS d'Ambarès Henri Houdebert (lire chiffres et votes par ailleurs). « 397 millions d'euros sont prévus en dépenses d'équipement, en légère baisse par rapport à 2006 (430 millions d'euros). En terme de consommation, c'est le meilleur millésime avec 55 % des crédits consommés (+ 10 %). La partie investissement atteint 46 % du budget », a noté le grand argen-



Les logements sociaux ont animé une partie des débats, hier, lors du vote du budget (notre photo : avenue Georges-Clemenceau, à Cenon) PHOTO FABRIEN COTTEREAU

tier de la CUB. Il a regretté que la dotation de l'État évolue certes (+ 0,6 %), mais soit « plus basse que le taux d'inflation (+ 1,8). Cela ne pourra pas durer longtemps. Les Communautés se plaignent de ce mauvais traitement. » Rappelons que le budget comprend deux volets, le budget primitif et le plan pluriannuel d'investissements 2007-2011 (PPI), chacun bénéficiant d'un vote. Comme l'a souligné Henri Houdebert : « Ce PPI est le premier d'une pièce en cinq actes ».

Pas touche à la TPU. Une pièce où le seul acteur à jouer « contre-courant » a été le camp communiste. Le PC a émis trois conditions pour voter le budget, dont principalement une hausse de 0,3 % de la taxe professionnelle unique (TPU). « C'est un signe de résistance que nous attendons. Le social ne doit pas être au service de l'économie », a relevé Max Guichard (Cenon/PC). « Nous rejetons les injonctions de MM. Juppé et Martin (Bordeaux/UMP) de ne pas toucher à la TPU », a lancé Michèle Iste (Mérignac/PC). Hugues Martin a réaffirmé son opposition à toute hausse : « Ce ne serait pas envoyer un bon signe indicatif à tout investisseur ». « La Communauté a déjà un taux très important. Cela ne donnerait pas une forme d'attractivité pour les décideurs », a souligné le président Rousset.

Hors séance, Alain Juppé a reconnu que « le budget est

Parcs de stationnement, fin du litige

Ce ne sont pas 17,5 millions d'euros comme initialement réclamés par BP 3 000, mais 1,34 millions d'euros que versera la Communauté urbaine.

La conciliation entre les deux parties a été actée hier par les élus et le terrain juridique abandonné. L'avenant présenté par Jean Touzeau (maire PS de Lormont) a été adopté à l'unanimité. « C'est la fin d'un litige et d'une insoutenable légèreté constatés dans certains dossiers », a commenté Gérard Chaussé (Verts/ Mérignac). « C'est un avenant équilibré », a concédé Pierre Hurmic (Verts/Bordeaux).

Rappelons que via une délégation de service public (DSP), cette société s'est vu confier en juin 2000 plusieurs missions : la construction de quatre nouveaux parcs de stationnement souterrains à Bordeaux (Jean-Jaurès, Bourse, Salinières et André Meunier), la réhabilitation du parc Tourny et l'exploitation de cet ensemble comprenant 3 290 places, jusqu'au 31 décembre 2041.

Plus rien n'empêche aujourd'hui la création du parc André Meunier, l'ouverture d'une surface commerciale parc Tourny de 2 000 à 2 500 m² — Alain Rousset a garanti que la CUB veillerait au

choix des enseignes — et la baisse tarifaire de 20 % pour les résidents.

Le stationnement payant horaire permettra à l'exploitant un gain de 6,5 millions d'euros. La CUB récupère également le 7^e étage controversé de Jean-Jaurès (coût 2,6 millions d'euros). A noter aussi l'amélioration de la signalisation des parcs, la suppression des places de stationnement réglementé dans un rayon de 300 mètres autour du parc André-Meunier, la suppression des places de stationnement situées devant l'église Sainte-Croix et place André-Meunier...

conforme à la politique que nous menons ensemble depuis 1995. Nous nous abstenons pour le PPI car la dotation voirie et sa gestion ne sont pas satisfaisantes. Les travaux mettent beaucoup trop de temps ». Dans l'hémicycle, le relais a été pris par Michel Duchêne (Bordeaux/UMP) sur la voirie — « l'enveloppe est particulièrement faible » — qui a enchaîné avec les ZAC. « Nous avions des ZAC opérationnelles, aujourd'hui, elles sont virtuelles. Au final, vous pénalisez les logements sociaux ».

ZAC et logements sociaux. « Nous avons réutilisé les produits ZAC tombés en désuétude. Avant de lancer une ZAC il faut aller au bout de la réflexion », a répliqué le président Rousset. « La ville de Bordeaux semble découvrir que la ZAC est la seule solution pour construire des logements sociaux. Ne soyez pas hypocrites ! », a commenté Pierre Hurmic (Bordeaux/Verts). Il a insisté sur le fait que « l'État se désintéresse de plus en plus des intercommunalités ». Et de mettre en exergue « la reculade du financement du tramway. Pour

la deuxième phase il faudra recouvrir fortement à l'emprunt. L'État financera 40 millions d'euros au lieu des 105 annoncés ».

« Le budget va dans le bon sens : solidarité, écologie, rectitude. Longtemps l'environnement a été le parent pauvre », a commenté Gérard Chaussé. L'élu de Mérignac (Verts) s'est d'ailleurs réjoui de la création « d'une agence locale de l'énergie ». Ce plan climat — « pour rattraper le retard » — a assuré Alain Rousset — devrait voir le jour en février 2007.

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS

2007-2011
■ PREVISIONS 1,6 milliard d'euros
■ VOTE OUI PS et PC, abstentions Communauté d'avenir et Verts
■ VOIRIE 476 millions d'euros, soit 29,6%
■ TRANSPORTS 424 millions d'euros, soit 26,9%
■ URBANISME, HABITAT, LOGEMENT SOCIAL 249 millions d'euros, soit 15,6%
■ ASSAINISSEMENT 217 millions d'euros, soit 13,6%
■ DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 177 millions d'euros, soit 11,1%
■ ENVIRONNEMENT 62 millions d'euros, soit 4%
Budget 2007
■ PREVISIONS
■ TRANSPORTS 125 millions d'euros, soit 44,3%
■ VOIRIE 74 millions d'euros, soit 26,1%
■ URBANISME, HABITAT, LOGEMENT SOCIAL 53 millions d'euros, soit 18,4%
■ ASSAINISSEMENT 27 millions d'euros, soit 9,6%
■ DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 22 millions d'euros, soit 7,9%
■ ENVIRONNEMENT 15 millions d'euros, soit 4,9%

BUDGET PRIMITIF 2007

Primitif 2007
■ VOTE OUI PS, Communauté d'avenir et Verts, abstention PC
■ PREVISIONS 1 033 millions d'euros, soit 619 740 999 euros pour le budget primitif et 413 796 627 euros pour les budgets annexes
■ INVESTISSEMENT 451 millions d'euros
■ FONCTIONNEMENT 582 millions d'euros
Recettes
■ VOTE OUI PS, Communauté d'avenir et Verts, abstention PC
■ CONCORDS ETAT 185,7 millions d'euros (+ 0,2 % par an)
■ TAXE PROFESSIONNELLE 69,9 millions d'euros
■ TAXE ENLEVEMENT ORDURES MENAGERS 64,5 millions d'euros
■ EMPRUNT 188 millions d'euros (certain investissements)

BORDEAUX

Projet Apsys : Rousset réservé

« Je suis plus que réservé sur le projet du groupe Apsys », a commenté, hier matin, Alain Rousset, avant la séance de la Communauté urbaine. Apsys pourrait implanter les enseignes du Printemps et de Gap, courant 2009, sur des terrains lui appartenant près du pont d'Aquitaine (note précédente édition).

« Comment accepter 45 000 m² de grandes surfaces supplémentaires alors que nous sommes déjà en surcapacité. Ce serait un très mauvais service surtout pour les petits commerces du centre-ville. C'est une course maladroite. Je réprovoce ce dépôt de dossier », a poursuivi le président de la CUB.

« Le problème et le coût des voiries n'ont pas été étudiés. Ce n'est pas raisonnable. C'est déjà infernal pour sortir de Bordeaux-Lac et Mérignac Soleil. De plus, ce n'est pas à la CUB de payer de manière anormale et indirecte les voiries. C'est également dramatique sur un plan environnemental ».



Pour les Fêtes offrez l'originalité chez votre horticulteur

Plantes vertes et fleuries, bonsaï, agrumes, cactés, orchidées, compositions et pépinières, Idées jardin, idées terrasse

Les conseils d'un professionnel, une seule adresse

Robert BRETTE
70, rue du Jard - MERIGNAC
05 56 97 20 76



Ouvert 7/7, de 9h à 12h et de 14h à 19h. Fermé le 25 décembre.

Vous souffrez de problèmes d'estomac et de digestion ?

Les examens que vous avez passés jusqu'à présent sont négatifs ?

Si vous vous plaignez régulièrement de digestion lente de lourdeurs après le repas et/ou une rapide sensation de perte d'appétit après les premières bouchées

vous pouvez participer à un nouvel essai clinique sur une nouvelle molécule (Z-338)

Contactez-nous du lundi au vendredi entre 9 heures et 17 heures au n° tél suivant 05 56 79 58 06

PHOTO RUS



CONTRAT DE L'EAU. Pour les Verts, la révision du contrat de l'eau entre la Lyonnaise et la CUB « marque une vraie rupture ».

Pour Les Verts, « la rupture, c'est Roussel »

■ Les deux vice-présidents Verts de la Communauté urbaine (CUB), Gérard Chausser et Laurent Curvalle, ont tenu hier matin une conférence de presse faisant suite au protocole d'accord signé vendredi dernier entre Alain Roussel et le PDG de la Lyonnaise des eaux. Un accord qui stipule que l'entreprise délégataire du service de l'eau, accusée d'avoir fait des « surprofits », renoncera à 33 millions d'euros d'ici la fin de l'année. Ce protocole est le fruit d'un accord qui stipule que l'entreprise délégataire du service de l'eau, accusée d'avoir fait des « surprofits », renoncera à 33 millions d'euros d'ici la fin de l'année. Ce protocole est le fruit d'un accord qui stipule que l'entreprise délégataire du service de l'eau, accusée d'avoir fait des « surprofits », renoncera à 33 millions d'euros d'ici la fin de l'année.

formations comptables et que je n'ai rempli sa mission », accuse Gérard Chausser. Ce protocole marque une rupture franche dans les relations contractuelles entre une collectivité et son délégataire, souligne l' élu lyonnais, qui veut voir faire une lecture politique. « C'est un président et une majorité de gauche qui ont signé ce résultat fondé sur une demande citoyenne et transparente. Disons le franchement, cet accord n'aurait jamais vu le jour sous la présidence d'Alain Juppé, alors que les Verts sont satisfaits à 100 % de cet accord. Ce n'est pas à nous d'aller voter en leur faveur. Les ajustements obtenus par l'actuelle majorité communautaire, en surprofit, ne sont pas à rattacher aux surprofits en Lyonnaise. Mais l'heure n'est pas à faire la fine bouche », précise Gérard Chausser, qui rappelle toutefois que son parti était moins attentif à une hausse du prix de l'eau sur les cinquante premiers mètres cubes consommés. « Ce qui dit qu'il n'y a aucun questionnement sur le pacte sur le port-monnaie de l'usage et il aurait mieux valu faire baisser l'abonnement », qu'à la protection de la ressource et notamment de la nappe côtière qui alimente le département en eau potable.

Pour Les Verts, l'accord passé entre la Communauté urbaine et la Lyonnaise doit faire, si on ose dire, acte d'humble vers les autres syndicats intercommunaux de gestion de l'eau. « D'ici deux à trois ans, un certain nombre de contrats d'abonnement arrivent à expiration en Gironde, souligne :



CUB. Le budget 2007 prévoit la mise en place d'un plan climat portant sur le logement et les déplacements

Le budget communautaire se vendit

■ Le vent de l'écologie qui souffle sur la France n'épargne pas la Communauté urbaine (CUB) dont les élus vont débattre, demain matin, sur les orientations générales du budget 2007, voté en décembre.

Pour la première fois et pour répondre aux objectifs de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, la Communauté urbaine va en effet se doter d'un plan climat qui concernera, de façon prioritaire, le logement et les déplacements. Pour le logement, le cadu, la CUB incitera par exemple au développement du réseau de distribution de chaleur des Hauts de Garonne dont l'énergie provient à plus de 60 % de l'industrie.

Pour les logements individuels, elle favorisera l'utilisation des énergies renouvelables.

Concernant le déplacement, la CUB axera son action sur l'extension du réseau de transports en site propre, du vélo et des cheminements doux (vélo et marche à pied).

L'un des plats de résistance de ces orientations budgétaires se ra bien sûr le plan prévisionnel d'investissement 2007/2011 qui foltera 1,6 milliard d'euros. Plus de 30 % de ces crédits (467,3 M€) reviendront à la voirie qui, après plusieurs années sur la seconde marche du podium, récupère la plus haute part de devant les transports.

Le futur pont Macchan-Hasbide, dont il sera également question vendredi matin, notamment pour croiser les subventions de l'Etat, de la Région et du Département, monopolise à lui tout seul 115,6 M€.

Avec 432,4 M€, les transports suivent donc de près la voirie. A noter sur ce même dossier que le déficit du réseau Bus-tramway devrait dépasser les 95 M€, en hausse de 2,74 % par rapport à 2006.

Suivent enfin l'assainissement avec une enveloppe de 216,9 M€, l'urbanisme et l'habitat avec 209,2 M€, dont 46,3 M€ pour les acquisitions foncières et enfin le développement économique (86,8 M€).

■ Le vent de l'écologie qui souffle sur la France n'épargne pas la Communauté urbaine (CUB) dont les élus vont débattre, demain matin, sur les orientations générales du budget 2007, voté en décembre.

Pour la première fois et pour répondre aux objectifs de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, la Communauté urbaine va en effet se doter d'un plan climat qui concernera, de façon prioritaire, le logement et les déplacements. Pour le logement, le cadu, la CUB incitera par exemple au développement du réseau de distribution de chaleur des Hauts de Garonne dont l'énergie provient à plus de 60 % de l'industrie.

Pour les logements individuels, elle favorisera l'utilisation des énergies renouvelables.

Concernant le déplacement, la CUB axera son action sur l'extension du réseau de transports en site propre, du vélo et des cheminements doux (vélo et marche à pied).

L'un des plats de résistance de ces orientations budgétaires se ra bien sûr le plan prévisionnel d'investissement 2007/2011 qui foltera 1,6 milliard d'euros. Plus de 30 % de ces crédits (467,3 M€) reviendront à la voirie qui, après plusieurs années sur la seconde marche du podium, récupère la plus haute part de devant les transports.

Le futur pont Macchan-Hasbide, dont il sera également question vendredi matin, notamment pour croiser les subventions de l'Etat, de la Région et du Département, monopolise à lui tout seul 115,6 M€.

Avec 432,4 M€, les transports suivent donc de près la voirie. A noter sur ce même dossier que le déficit du réseau Bus-tramway devrait dépasser les 95 M€, en hausse de 2,74 % par rapport à 2006.

Suivent enfin l'assainissement avec une enveloppe de 216,9 M€, l'urbanisme et l'habitat avec 209,2 M€, dont 46,3 M€ pour les acquisitions foncières et enfin le développement économique (86,8 M€).

La caméra n'était pas cachée

■ Mini-incident, hier matin, en Conseil de communauté. Prenant la parole, le maire UDF de Talence, Alain Cazabonne, signale à ses collègues qu'ils ont intérêt à faire attention à ce qu'ils disent, pour ne pas être piégés comme Ségolène Royal et ses propos sur les 35 heures au collège.

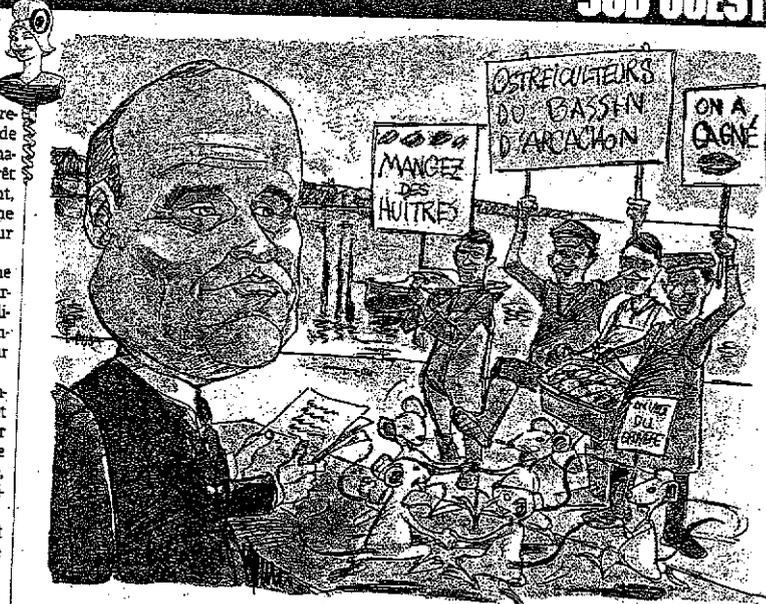
« Il y a une caméra qui nous filme et qui n'est pas tenue par des journalistes professionnels », explique Alain Cazabonne, déclenchant une tempête de sifflets sur les bancs de la droite.

Réagissant un peu précipitamment, Alain Rousset se fâche et demande à cette caméra de cesser de filmer. Le problème est que c'est celle du groupe socialiste, qui retransmet désormais les débats sur son site Internet.

Visiblement, le président n'est pas au courant de ce qui se passe dans son groupe.

La caméra n'était pas cachée (bis)

■ Le vice-président UMP Nicolas Florian a bondi sur l'occasion pour réclamer une suspension de séance. Mais sentant monter le coup politique, Alain Rousset la lui a refusée, avant de rappeler que « la CUB est une enceinte publique et que tout le monde a le droit de filmer. D'ailleurs, ce n'est pas une caméra cachée, puisque tout le monde l'a vue. » Le président a reçu le soutien implicite d'Alain Juppé qui, pour détendre l'ambiance, a souhaité que chaque élu communautaire reçoive une cassette des débats communautaires.



Le dessin. Mercredi, à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Agriculture, Dominique Bussereau, a annoncé la fin des tests dits de la souris sur les huîtres du bassin d'Arcachon, et il a notamment déclaré que « les huîtres mettent de bonne humeur et ont même d'autres vertus que je n'ose évoquer ici ». Le fait est que cette annonce a mis de bonne humeur les ostréiculteurs. Et peut-être aussi les souris

DESIGN BENOIT LACROIX

En privé, Alain Rousset a estimé que la réaction des élus de droite « prouve bien qu'ils n'aiment vraiment pas les débats transparents ». Il est prêt à le dire devant une caméra ?

Chausset et les OGM

■ Le vice-président Vert de la Communauté urbaine, Gérard Chausset, est-il un traître à la cause écologiste ? En privé, il affirme en effet qu'il soutient les OGM.

Explication : Gérard Chausset fait allusion aux orientations générales du budget communautaire, dont il assure qu'elles ont été validées, donc modifiées, à la demande du groupe Les Verts.

Pour Cartron, c'est Ségo

■ C'est la section socialiste d'Arcigues-près-Bordeaux, la ville que dirige Françoise Cartron, qui a le plus massivement voté en faveur de Laurent Fabius pour la dé-

signation du candidat à la présidentielle. Un score de plus de 70 % qui n'a pas empêché le triomphe de Ségolène Royal. Laquelle est désormais la candidate de Françoise Cartron qui rappelle qu'elle disait déjà, il y a dix ans, ce que Ségolène Royal dit sur les femmes en politique ou sur la limitation du cumul des mandats. Visiblement, Françoise Cartron a attendu le 17 novembre pour découvrir ce que Ségolène Royal dit de bien car, avant, elle mettait

plutôt l'accent sur ce qu'elle disait de moins bien.

Les anglicismes de Mamère

■ Le député maire de Bègles a participé à la rencontre annuelle des agences d'urbanisme qui se déroulait à Dunkerque et où il a notamment été question (quelle surprise !) de développement durable et d'un nouveau concept, la HQU (haute qualité urbaine). Dans son intervention, Noël Mamère a notamment évoqué Montréal et estimé que si la métropole québécoise « était "on the move", elle ne le doit pas tant à sa "creative class" qu'à sa tolérance et à son ouverture ». Deux anglicismes quand on évoque le Québec. Noël Mamère aime vraiment jouer les provocateurs !

Mauvaise compréhension

■ Jean-Philippe Magret, bâtonnier du barreau de Libourne, s'était félicité, lors du jour de grève pour les avocats et de présentation du budget de la justice, que l'aide juridictionnelle soit valorisée de 15 %.

« Mauvaise compréhension », a réagi le député libournais Jean-Paul Garraud, rapporteur de ce même budget. « Il ne s'agissait que d'un amendement auquel j'étais opposé et qui a été rejeté. » Pas par principe, assure-t-il, mais parce que cela coûtait 25 millions d'euros qu'à ses yeux il vaut mieux utiliser ailleurs. Ce qui laisse à penser que le torchon devrait quelque peu brûler entre les avocats libournais et l'ancien magistrat qu'il est.